

Perspectives et tâches de la révolution européenne

Résolution de la réunion plénière du Comité National du *Socialist Workers Party* américain (2 novembre 1943).

Source : *Quatrième Internationale*, n°11-12-12, sept.-nov. 1944.

Le cours des évènements mondiaux durant l'an passé peut être résumé en quatre principaux points d'une signification historique considérable. Ce sont :

1. La chute de Mussolini et l'écroulement du fascisme italien, donnant le signal du commencement de la révolution italienne, et par conséquent de la révolution européenne.
2. La prépondérance croissante des forces militaires anglo-américaines sur celles du camp axiste, qui a déjà dévoilé les aspirations de Wall Street à remplacer l'Allemagne nazie comme maître et oppresseur de l'Europe, et pleinement mis en relief le rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain sur l'arène mondiale.
3. Les victoires colossales de l'Armée Rouge.
4. La dissolution formelle du Komintern.

Les leçons des événements italiens

Le fascisme italien qui, en 1922, se mit en marche pour rénover le capitalisme italien chancelant sur les corps des ouvriers et des paysans révoltés, a été complètement épuisé en l'espace de deux décades.

Le régime meurtrier, dont son chef se vantait de voir construire un nouvel Empire Romain, dura juste assez pour célébrer son 20^e anniversaire. Les ouvriers et les paysans refusèrent purement et simplement de se battre, de travailler ou de se sacrifier pour l'État fasciste, qui ne leur apporta qu'oppression, misère, et de vaines promesses.

Les classes moyennes perdirent toute confiance en ces bandits bonapartistes corrompus, incomptables et vaniteux, qui avaient à leur tête le saltimbanque Mussolini. Finalement, les classes dirigeantes, les capitalistes, les propriétaires terriens, la Famille Royale, la caste militaire et une partie de sa propre clique gouvernementale trouvèrent opportun de renverser Mussolini, dans l'espoir de se sauver eux-mêmes de la catastrophe complète.

Avec le peuple entier contre lui, l'Empire d'Afrique perdu, l'économie nationale en banqueroute et envisageant l'occupation par deux armées ennemis supérieures en nombre, « le fascisme, enfin, tomba comme une pomme pourrie ». À cette épitaphe, le maréchal Badoglio ajouta : « Pas le moindre résistance au changement ne fut tentée par un des 7.000.000 de membres appartenant au parti fasciste ».

Cet écroulement total du fascisme italien anéantit comme une bulle de savon toutes les théories prônées par les renégats du marxisme, à savoir que le fascisme est une nouvelle forme de société bureaucratique collectiviste, destinée à remplacer le capitalisme et à barrer la route au socialisme. Il est clair maintenant que ces théories prétentieuses représentaient en réalité, une forme particulière de capitulation intellectuelle et d'adaptation au fascisme. L'expérience italienne a, une fois pour toutes, démontré que le fascisme est essentiellement l'instrument politique du capitalisme monopoleur dans son

agonie finale.

La chute du fascisme en Italie est une preuve tangible de la banqueroute de la domination bourgeoise. Toute la répression, les prétentions et la démagogie de mercenaires fascistes n'ont pas pu rendre le grand capital capable d'étouffer la lutte de classes et l'empêcher de se développer. Au contraire, sous le couvercle de fer du fascisme, les conflits sociaux engendrèrent assez de force explosive pour faire voler le régime en éclats.

Les événements d'Italie ont prouvé la vitalité indomptable de la classe ouvrière. Le fascisme avait écrasé toutes les organisations de masse des travailleurs italiens : leurs syndicats, leurs coopératives, leurs partis. Il avait assassiné, emprisonné, exilé leurs meilleurs chefs, excommunié les idées révolutionnaires et interdit leur expression, enchaîné les ouvriers aux patrons par l'intermédiaire de l'État totalitaire. Il les avait isolés du reste du monde. Néanmoins, le prolétariat, vaincu et atomisé, rassembla graduellement ses forces, se redressa à nouveau et recommença sa lutte pour la liberté et le pain; il fit sortir de nouveaux chefs de ses rangs et se mit en mouvement pour régler ses comptes avec ses oppresseurs, à la première occasion favorable.

Mussolini signa sa condamnation à mort en entraînant le peuple italien dans l'aventure impérialiste de la deuxième guerre mondiale. Après trois années de tortures et d'horreurs, les masses commencèrent à se révolter. Les ouvriers et les paysans en uniforme refusèrent de se battre, désertèrent, battirent en retraite ou se rendirent. Dès le mois de mars 1943, des grèves éclatèrent dans les villes industrielles du Nord. Le régime fasciste était incapable de lutter contre la révolte. Le pouvoir commençait à glisser des doigts de Mussolini. D'autres grèves encore et des manifestations pendant les mois suivants rendirent évident que la machine de guerre de Mussolini était en train de s'écrouler.

Terrifiées par la révolte montante du peuple, les désastres militaires, la banqueroute totale du fascisme et la perspective de l'invasion du pays par les armées anglo-américaines, les classes possédantes, dirigées par la monarchie et ses auxiliaires militaires, et inspirées par le Vatican, se hâtèrent de renverser Mussolini et d'établir une dictature militaire-monarchiste à la place du fascisme. Ces conspirateurs de palais espéraient, par un coup d'État opportun, éviter la révolution ouvrière.

Mais la chute de Mussolini provoqua les conséquences les plus inattendues et les plus contradictoires. Au lieu de mater l'esprit de rébellion, elle accrut énormément la volonté révolutionnaire et aiguillonna les masses pour des actions plus audacieuses encore. La nouvelle de la chute de Mussolini n'était pas sitôt répandue que les sentiments révolutionnaires du peuple se manifestèrent avec une force titanique. Le peuple se déversa dans les rues, manifestant sa joie sans arrêt : il se mit à pourchasser la vermine fasciste et à exhaler sa rage sur elle ; il ouvrit les prisons et libéra les détenus politiques, exultant dans la joie de sa liberté nouvellement reconquise. Il exigea la fin de la guerre. Des partis sortirent de terre, des syndicats se dressèrent, une presse libre fut établie, des conseils d'ouvriers et de paysans, organisés, et la fraternisation commença. Les exilés, de retour dans leur pays, et les détenus politiques libérés reprirent leur place à la tête des masses. Par le fait d'une série de grèves puissantes, les ouvriers adressèrent leurs revendications au gouvernement de Badoglio.

Ces événements portent le caractère indubitable d'un véritable soulèvement révolutionnaire, au cours duquel les masses sont intervenues directement comme une force active et décisive dans la détermination des faits. Ce mouvement tumultueux menaçait de passer par-dessus la tête du Roi Victor-Emmanuel et de son maréchal,

Badoglio, et de renverser leur nouveau gouvernement monarchiste-militaire, qui avait succédé au fascisme. Pour empêcher tout nouveau développement de la révolution, toutes les forces réactionnaires s'unirent contre les ouvriers et les paysans insurgés. Badoglio décréta la loi martiale, interdit les assemblées de plus de trois personnes, prit des mesures pour renvoyer les ouvriers à l'usine, tua et emprisonna les chefs, censura la presse, renouvelant toutes les pratiques de la dictature mussolinienne.

Tout en s'efforçant de mater la révolution pendant les premières semaines, Badoglio fit miroiter l'espoir de la paix devant le peuple italien exténué par la guerre. Il utilisa contre les ouvriers les forces militaires des nazis et du bloc anglo-américain, avec qui il était en train de négocier les conditions d'une collaboration. Badoglio et ses généraux laissèrent les nazis occuper l'Italie du Nord, pendant que les avions anglo-américains bombardaiient les centres révolutionnaires de Milan, Turin et Bologne

Les complots militaires-monarchistes

Ces complots contre la révolution étaient facilités et couverts par la politique de trahison des socialistes, des staliniens et des partis libéraux. Au lieu de soulever et d'organiser le peuple pour le renversement de la dictature de Badoglio et la création d'une République des Ouvriers et des Paysans, ces partis entravèrent la lutte des ouvriers, leur prêchèrent la confiance envers le nouveau gouvernement et leur conseillèrent d'attendre que la paix et la liberté leur soient octroyées par la grâce du Roi et de Badoglio, alliés aux forces anglo-américaines. Cette combinaison de répression et de duperie rendit capable les ex-complices de Mussolini d'arrêter le développement de la révolution et de se réfugier, aussitôt qu'ils furent prêts, dans les bras des Alliés.

Après avoir ruiné le pays, les classes possédantes, complètement réactionnaires ont aidé à convertir l'Italie en champ de bataille pour les camps impérialistes rivaux. Quels que soient leurs alliés du moment, les deux parties de la bourgeoisie divisée font cause commune avec les oppresseurs étrangers contre leur propre peuple. Pendant que Mussolini fait appel aux Italiens, les incitant à mourir pour la résurrection du fascisme et pour le nazisme, le Roi et Badoglio leur demandent de mourir pour l'impérialisme anglo-américain.

La conduite cynique des classes dirigeantes italiennes confirme la grande leçon politique donnée aux travailleurs par la bourgeoisie française après la chute de la III[°] République. La classe capitaliste ne se soucie nullement de la démocratie, de l'indépendance nationale ou du bien-être des masses. Seuls l'intéressent ses profits, son pouvoir, ses priviléges et son droit de propriété. Chaque fois que leur suprématie politique et leurs intérêts sociaux et économiques sont menacés par le prolétariat, les classes possédantes sont capables des plus grands crimes contre le peuple et la nation.

Les ouvriers et paysans italiens ne peuvent trouver leur voie vers la paix et la liberté que seulement en arrachant le pouvoir politique et économique des mains des capitalistes et en s'immisçant avec leurs frères les ouvriers d'Europe dans une guerre pour le socialisme. Les combattants révolutionnaires d'Italie ont déjà accompli des actes immortels. Ils ont été la force principale qui renversa Mussolini et son régime pourri. Leurs actions constituent un magnifique prologue à la révolution prolétarienne de l'Europe qui vient. Ils ont donné un nouvel espoir et un nouveau courage aux masses de toute l'Europe.

Les ouvriers italiens, isolés et pris entre les armées de deux camps impérialistes rivaux, ont été temporairement réduits à la défensive. Ils n'ont pas eu le temps d'organiser leur

propre parti marxiste. Et, en raison de cela, les leaders staliniens et réformistes traîtres ont eu les mains libres pour retenir et désorienter les masses. Les armées axistes et alliées s'efforcent maintenant, chacune à sa manière, d'achever d'étrangler la révolution.

En dépit de la trahison et de la répression sanglante, les ouvriers italiens continuent la lutte. Ils montrent par là que la révolution Italienne vit toujours. La résistance des ouvriers, qui se poursuit sous des conditions adverses prédominantes, nous donne l'assurance qu'ils reprendront leur marche en avant à la première occasion favorable. La suite des événements depuis la chute de Mussolini à montré la connexion étroite qui existe entre la révolution italienne et la révolution européenne. L'évolution ultérieure de la révolution italienne est liée au développement de la révolution européenne et surtout de la révolution allemande. Les actions héroïques des ouvriers italiens ont ranimé les sentiments et les idées révolutionnaires à travers le continent et ébranlé les régimes, de Madrid à Berlin et à Budapest. Le déroulement subséquent de la révolution dans les autres pays d'Europe va à son tour donner une puissante impulsion nouvelle à la révolution italienne, temporairement arrêtée.

Les événements d'Italie ont posé d'une façon claire tous les grands problèmes de la révolution européenne. Ils ont confirmé les conclusions marxistes suivant lesquelles les seules forces révolutionnaires sont les ouvriers, alliés aux paysans. La seule révolution que la classe ouvrière peut et va mener est la révolution socialiste. La seule issue à la domination prolongée du capitalisme monopoleur est le Gouvernement Ouvrier et Paysan, basé sur les Conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans.

La démocratie bourgeoise

La décadence du capitalisme et l'acuité des conflits de classe ne permettent pas une autre longue période de démocratie bourgeoise à l'Europe dévastée par la guerre. Bien que des régimes démocratiques bourgeois intérimaires puissent être établis ça et là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés, ils s'avéreront, par leur nature même, instables et de courte durée. Ils doivent disparaître devant la conquête du pouvoir par les ouvriers révolutionnaires ou la dictature militaire et policière de la contre-révolution capitaliste.

Le fait que les prémisses économiques d'une longue période de démocratie bourgeoise en Europe n'existent plus n'a pas mis fin au rôle que les démocrates bourgeois et petits-bourgeois peuvent jouer pour entraver l'avance de la révolution prolétarienne. Après la chute du fascisme, le capitalisme tentera de gouverner au moyen des seules forces militaires, comme l'exemple de l'Italie l'a déjà démontré. Quand ce moyen s'avérera impuissant à maîtriser les masses insurgées, les capitalistes indigènes, alliés aux Impérialistes envahisseurs, mettront en avant leurs agents démocrates, social-réformistes et staliniens, qui s'efforceront d'étrangler la révolution par un nœud coulant "démocratique". Quand tous les autres moyens de défense s'émettent, les forces du capitalisme tâcheront de préserver leur dictature derrière la façade de formes démocratiques, en allant même jusqu'à la république démocratique.

Ce stratagème de la bourgeoisie peut être secondé par la renaissance d'illusions démocratiques dans des sections considérables des masses, surtout en l'absence de partis révolutionnaires. Sous de telles conditions, il est possible et même probable que des partis traîtres social-réformistes ou staliniens puissent jouer un rôle dirigeant pendant les premières étapes de la révolution. La victoire définitive de la révolution ne peut seulement

être assurée que par le direction d'un parti révolutionnaire marxiste. La création de tels partis est la tâche la plus importante de l'avant-garde prolétarienne en Europe. Au milieu des convulsions gigantesques, qui vont ébranler la société européenne, cette tâche peut être accomplie dans un avenir très rapproché.

La vague révolutionnaire peut être si puissante quelle rende capables les ouvriers de prendre le pouvoir immédiatement après la chute de la dictature fasciste. Par conséquent, il est nécessaire de lancer le mot d'ordre des Conseils d'ouvriers (Soviets) et de « Tout le pouvoir aux Conseils d'ouvriers » aussitôt que les masses commenceront à se mettre en mouvement contre le régime fasciste ou contre tout autre dérivé de ce régime.

Les partis bolchevik-léninistes ont partout le devoir fondamental de dissiper et de lutter contre l'illusion que les régimes démocratiques bourgeois stables, qui ont perdu leur fondement matériel, peuvent être restaurés en Europe. Ils doivent mener une guerre irréconciliable contre les partis réformistes et stalinien et leurs perfides « Fronts Populaires », qui cherchent à limiter la lutte des ouvriers à ce programme utopique et réactionnaire. La IV^o Internationale a depuis longtemps prévu que cette question se poserait pendant les premières étapes de la chute du fascisme et a, en ce qui la concerne, une attitude claire.

Le programme adopté par la Conférence Constitutive de la IV^o Internationale (1938) affirme que « dès qu'il aura éclaté au grand jour, le mouvement révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une envergure grandiose et, en aucun cas, ne s'arrêtera à des tentatives de faire revivre quelque cadavre de Weimar ». Le même programme explique la valeur et la nécessité, aussi bien que les limitations et le caractère subordonné, des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire.

Pour gagner les masses, nous aurons besoin de nous lier à elles, telles que nous les trouvons, avec toutes leurs illusions. Notre tâche est facilitée par le fait que les revendications démocratiques ont, dans l'Europe actuelle, des implications révolutionnaires si la lutte pour elles est sérieusement menée, car les gouvernements bourgeois ne peuvent les satisfaire. Tout en se présentant devant les masses avec les mots d'ordre fondamentaux de « États-Unis Socialistes d'Europe » et de « Tout le pouvoir aux soviets », les trotskystes doivent se montrer en même temps les combattants les plus résolus pour les revendications démocratiques. Ces revendications démocratiques (liberté de la presse, liberté d'association, etc...). seront en connexion avec les revendications transitoires, et le tout sera rattaché à nos mots d'ordre fondamentaux de « États-Unis Socialistes d'Europe » et de « Tout le pouvoir aux Soviets ».

Le social-chauvinisme est l'adhésion à l'idée de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle.

De cette idée découlent la répudiation de la lutte des classes pendant la guerre, les votes pour les budgets militaires, etc.

Pratiquement, les social-chauvins réalisent une politique bourgeoise anti-prolétarienne, parce que pratiquement ils insistent non pas sur la « défense de la patrie » dans le sens de la lutte contre l'oppression d'une nation étrangère, mais sur le « droit » de l'une ou de l'autre des « grandes » nations de piller les colonies et d'opprimer les autres peuples.

G. Zinoviev et V. Lénine - *Le Socialisme et la Guerre* (1915)

La révolution prolétarienne peut commencer dans un pays, mais aucun pays de l'Europe ne peut, par ses seuls moyens, sortir de la guerre et de la crise catastrophique de la civilisation contemporaine. Une révolution victorieuse dans un seul pays de l'Europe quel qu'il soit serait immédiatement contrainte à se défendre contre les attaques militaires des Impérialistes et serait obligée de faire appel à l'aide prolétarienne internationale par des moyens révolutionnaires. Dans les luttes qui suivront, il ne sera pas possible de maintenir les frontières surannées et arbitraires des États nationaux existants et le prolétariat n'a aucun intérêt à essayer de le faire.

L'État national, qui, autrefois, fut l'arène historique du développement des forces productives, est depuis longtemps devenu une entrave pour elles. Le devoir historique irrémissible des peuples de l'Europe est la destruction révolutionnaire de l'État national réactionnaire et la création des États-Unis Socialistes d'Europe. La paix, la sécurité et la prospérité peuvent être assurées seulement au moyen de l'unification économique et de la collaboration des nations libres de l'Europe. Seul le prolétariat révolutionnaire est la seule force capable d'accomplir ces tâches. Le mot d'ordre central de ses luttes est : « Les États-Unis Socialistes d'Europe ».

L'Europe, aujourd'hui sous l'esclavage nazi, sera demain envahie par l'impérialisme anglo-américain, également pillard. Dans leurs efforts pour remplacer les nazis comme maîtres de l'Europe, les impérialistes alliés auront à subir eux-mêmes toutes les conséquences de la situation qui a empêché Hitler de pacifier le continent. La haine des peuples européens contre leurs oppresseurs nazis se retournera demain, avec une vigueur accrue, contre l'impérialisme yankee. Le désir ardent des masses européennes de se débarrasser des envahisseurs et de conquérir la liberté nationale va nécessairement s'incorporer à leur lutte sociale contre les classes dominantes indigènes et leurs maîtres anglo-américains et donner une impulsion puissante à la révolution prolétarienne. La fraternisation entre les ouvriers européens et les soldats des forces occupantes deviendra une nécessité impérative sur le chemin qui mène vers la révolution socialiste en Europe.

Toutes les forces combinées du prolétariat européen seront requises pour organiser et diriger les peuples dans leur lutte révolutionnaire contre leurs oppresseurs. Le mot d'ordre des États-Unis Socialistes d'Europe va servir de puissant cri de ralliement contre les plans contre-révolutionnaires du bloc anglo-américain qui visent à coloniser, à exploiter et à démembrer le continent européen. Ce mot d'ordre va animer et guider les ouvriers européens dans leur lutte pour le pouvoir. Par l'Intermédiaire des États-Unis Socialistes

d'Europe, — et pas autrement, — ils vont réaliser l'unification économique, la solidarité fraternelle, le progrès culturel et social. C'est seulement sur cette base que l'Europe ruinée et atomisée pourrit être remise debout et atteindre des sommets nouveaux.

Le rôle contre-révolutionnaire du capitalisme américain

La prépondérance de la puissance américaine a commencé à se manifester partout avec une force qui va croissant. La puissance industrielle, financière et militaire des États-Unis est devenue le facteur décisif dans la lutte Inter-impérialiste pour la domination mondiale.

Les manœuvres diplomatiques de Washington ainsi que ses actes politiques durant l'année qui vient de s'écouler ont servi à détruire le prétexte que cette guerre est menée pour défendre la démocratie contre le fascisme et pour propager les « Quatre Libertés¹ » à travers le monde. Ils ont dévoilé le vrai caractère réactionnaire des objectifs de guerre de Washington, dictés par la tendance du grand capital américain à la domination politique et économique du monde.

Le slogan de « la guerre pour la démocratie » a été considérablement discrédité dès le début par l'inclusion du gouvernement de Vargas et d'autres gouvernements despotes dans la coalition des « nations unies » ; par les démonstrations d'amitié à Franco, le bourreau du peuple espagnol, ainsi qu'au dictateur du Portugal Salazar ; par les avances à Pétain et le personnage d'Otto de Habsbourg et de divers monarques européens en exil. Aujourd'hui, les relations avec Darlan et Badoglio esquiscent en termes précis la politique contre-révolutionnaire et les buts impérialistes du capitalisme anglo-américain.

Les rapports avec Darlan, le bourreau de Vichy et le collaborateur de Hitler, servirent maintenir les relations avec l'Empire français et à assurer la collaboration avec les capitalistes français, les gouverneurs coloniaux et la caste militaire. L'ancien système d'oppression coloniale et de surexploitation reste inchangé sous de Gaulle comme sous Darlan et Giraud. Ni les indigènes d'Afrique, ni les ouvriers coloniaux français n'ont obtenu la démocratie par l'occupation américaine.

En Sicile, l'AMGOT² garda à leurs postes tous les anciens fonctionnaires et policiers fascistes, sauf les plus notoires et les plus haïs. Il est interdit d'avoir une activité politique. La presse est contrôlée. « *L'étiquette fasciste est enlevée*, câble le reporter du « New-York Times », mais les mêmes hommes continuent à remplir les mêmes fonctions ».

La politique alliée en Italie

Cette politique a été réalisée par l'accord avec le maréchal Badoglio et le roi Victor-Emmanuel., qui ont soutenu le fascisme pendant plus de 20 ans et dont les seuls appuis sont les industriels, les banquiers et les gros propriétaires. Roosevelt et Churchill emploient leurs armées et leurs ressources pour soutenir celle dictature monarchiste-militaire, détestée des masses italiennes. Ils ne veulent pas que le peuple Italien ait un gouvernement de son choix, de peur qu'un tel régime ne fasse des incursions dans la propriété et le pouvoir capitalistes.

1 Ces « quatre libertés » avaient été présentées par Roosevelt dans un discours de janvier 1941. Il s'agit des libertés d'expression, de religion, de vivre à l'abri du besoin et vivre à l'abri de la peur (note MIA).

2 AMGOT : *Allied Military Government of Occupied Territories*. Gouvernement militaire d'occupation composé d'officiers américains et britanniques et chargés d'administrer les territoires italiens sous contrôle allié (note MIA).

La politique poursuivie par les leaders alliés en Afrique du Nord, en Sicile et en Italie démontre que l'appui qu'ils prêtent aux forces ultra-réactionnaires n'est pas dû à des déviations accidentelles ni à des « nécessités militaires » mais découle d'un plan calculé d'avance qui est dicté par les intérêts et les besoins des impérialistes anglo-américains. Elle permet de prévoir quel sera le programme des anglo-américains pour l'Europe. Ceux-ci visent à imposer de nouvelles formes de servitude aux peuples européens. Ils se proposent d'écraser toutes les manifestations d'indépendance révolutionnaire des ouvriers et d'établir des dictatures militaires-monarchistes-cléricales, sous la tutelle et l'hégémonie du grand capital anglo-américain. Ils ont conclu une alliance avec l'état major mondial de la réaction et de l'obscurantisme, le Vatican, pour parvenir à réaliser leurs plans contre-révolutionnaire.

Les Alliés évitent d'encourager les mouvements populaires démocratiques de libération car ils craignent que ceux-ci ne donnent libre cours au pouvoir de la classe ouvrière et ne se dirigent vers la révolution socialiste. Roosevelt et Churchill comprennent qu'il n'est pas possible d'établir des gouvernements démocratiques capitalistes stables en Europe, à l'heure actuelle. Si elle a le champ libre, si elle obtient des droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n'aura pas besoin de beaucoup de temps pour organiser ses partis révolutionnaires et pour renverser tous ses oppresseurs capitalistes. L'alternative, du point de vue de Roosevelt-Churchill, est ou bien un gouvernement du type de Franco ou bien le spectre de la révolution socialiste.

La plus grande contribution des révolutionnaires américains à la lutte pour le socialisme en Europe consiste à dévoiler ces buts contre-révolutionnaires, lutter contre eux sans répit, soulever les travailleurs américains contre le programme réactionnaire du grand capital et éveiller leurs sentiments de solidarité envers leurs frères de classe durement opprimés en Europe et dans le reste du Monde.

La signification des victoires soviétiques

La vitalité prodigieuse de la Révolution d'Octobre est démontrée d'une façon frappante par les victoires de l'Armée Rouge contre l'impérialisme nazi. Pendant que la France et l'Italie, victorieuses à la dernière guerre, s'écroulèrent devant les armées d'invasion, l'Union Soviétique resta debout en dépit de défaites et de pertes sans précédent et repoussa l'assaut de la puissante machine de guerre nazie. La force de résistance supérieure de l'U.R.S.S. dérive essentiellement du fait que la révolution prolétarienne, qui a été écrasée en France et en Italie, a été victorieuse dans l'Union Soviétique.

La volonté inébranlable de lutte et le moral élevé des armées et du peuple soviétiques réfutent les arguments de ces déserteurs qui, se retranchant derrière les crimes de la bureaucratie stalinienne, ont abandonné l'État ouvrier à l'heure de son mortel péril. Ils considèrent l'Union Soviétique comme perdue au moment même où, malgré la bureaucratie stalinienne, l'État issu de la Révolution d'Octobre était sur le point de déployer des forces défensives sans précédent dans l'épreuve suprême sur le champ de bataille.

L'U.R.S.S., en vertu des bases sociales établies par la Révolution d'Octobre, reste encore un État ouvrier, en opposition fondamentale avec le monde impérialiste. Les réactions des Alliés devant les succès soviétiques et leurs répercussions parmi les dirigeants capitalistes des pays voisins démontrent encore une fois que les impérialistes reconnaissent ce fait. La perspective de nouvelles avances de l'Armée Rouge a terrifié plutôt qu'encouragé les

alliés démocrates de Staline.

Le pacte récemment conclu à Moscou et basé sur un accord pour une action conjuguée contre la révolution européenne n'a pas et ne pouvait pas éliminer l'antagonisme fondamental entre le système économique de l'Union Soviétique et le monde capitaliste. Le pacte de Staline avec Roosevelt et Churchill, contre-révolutionnaire en son essence comme le pacte précédent avec Hitler, ne sera pas plus durable. Ni l'asservissement de Staline à l'impérialisme, ni ses objectifs contre-révolutionnaires en Europe ne sauraient abolir cet antagonisme fondamental. À une étape ultérieure, les antagonismes latents éclateront en plein jour et, à moins que la révolution européenne n'intervienne ou que Staline ne fasse aux impérialistes des concessions qui changeront le caractère fondamental de l'économie soviétique, ils conduiront à des conflits armés entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme anglo-américain. En s'unissant aux impérialistes anglo-américains contre la révolution européenne, Staline porte un coup mortel à l'Union Soviétique elle-même.

La fausse politique de Staline

Le caractère énigmatique de la politique de Staline, qui rend tellement perplexes les commentateurs bourgeois, s'explique par la position contradictoire de la bureaucratie soviétique, qui mène sa politique nationaliste réactionnaire sur les bases sociales d'un État ouvrier dégénéré encerclé par l'impérialisme. Les perspectives nationalistes de Staline le poussent à négocier avec les impérialistes pour des concessions territoriales et stratégiques sur la périphérie de l'U.R.S.S., aux dépens de la trahison du prolétariat international. Les conséquences inévitables d'une telle politique de trahison ont été rendues évidentes par le pacte de Staline avec Hitler. L'allié de Staline, Hitler, n'avait pas sitôt conquis l'Europe occidentale qu'il lançait ses forces contre l'Union Soviétique.

Les Anglo-Américains, alliés de Staline, ne sauraient agir différemment. Quand ils auront acquis une position dominante sur le continent européen, ils seront obligés, comme Hitler, de chercher à encercler et étrangler l'U.R.S.S. pour l'écraser et la démembrer, restaurer la propriété privée capitaliste et ouvrir un large champ de ressources à l'exploitation impérialiste.

Staline a conscience de tous les périls qu'implique pour l'U.R.S.S. la conquête et la consolidation de l'Europe par les impérialistes Anglo-Américains sur le corps déchiqueté de l'Allemagne. Sa politique étrangère peut sembler être momentanément efficace, mais seulement aussi longtemps que l'Europe est divisée entre les camps impérialistes en lutte, qui peuvent se neutraliser l'un l'autre et lui permettre de manœuvrer entre eux. Une victoire décisive de l'un des camps sur l'autre ne peut être suivie que d'une guerre contre l'U.R.S.S.

L'Union Soviétique pourrait déjouer les plans impérialistes du camp de guerre anglo-américain et se mettre à l'abri des attaques en stimulant et en soutenant les soulèvements révolutionnaires des peuples de l'Europe. Mais la caste dirigeante de Moscou n'osera pas davantage suivre cette voie contre ses alliés présents qu'elle n'a osé le faire contre Hitler. Une révolution prolétarienne victorieuse dans un grand pays européen raviverait et ranimerait la confiance des masses soviétiques en leurs propres forces, régénérerait la Révolution d'Octobre et liquiderait l'odieuse clique du Kremlin.

La politique de Staline, en banqueroute complète, consiste à chercher une voie de compromis entre ces deux alternatives fondamentales :

1. D'un côté, il lance les comités de l'"Allemagne Libre" et de la "Pologne Libre" et

soutient les partisans yougoslaves et d'autres mouvements similaires comme contrepoids à l'influence anglo-américaine et jongle avec le programme désespérément réactionnaire qui consiste à reconstituer des régimes pseudo-démocratiques sur une base capitaliste, avec une orientation "amicale" vers l'U.R.S.S.

2. De l'autre côté, il conclut des accords avec les impérialistes anglo-américains pour coopérer avec eux à l'asservissement de l'Europe.

Mais les tentatives de Staline de trouver une solution moyenne sont vouées à l'échec. Ou bien la révolution socialiste va triompher d'un bout à l'autre de l'Europe ou bien le continent deviendra la victime et le vassal de l'impérialisme anglo-américain. Ou l'Union Soviétique se sauvera en alliance avec le prolétariat européen victorieux ou elle sera éventuellement conquise et détruite par les impérialistes. Il n'y a pas d'autre alternative. La bureaucratie stalinienne est condamnée dans les deux cas. Ce n'est pas une "nouvelle" classe, comme les renégats et les philistins la dénomment, mais une caste parasitaire de nature transitoire. Il n'y a pas plus de solution pour les contradictions du stalinisme qu'il n'y en a pour celles de l'impérialisme.

Staline, exploitant le prestige rehaussé de l'Union Soviétique résultant des victoires de l'Armée Rouge, cherche à contrôler les mouvements populaires de l'Europe pour s'en servir dans ses marchandages avec les impérialistes et ensuite les trahir dès que les considérations nationalistes l'exigeraient.

La bureaucratie stalinienne est capable de toutes les trahisons envers le socialisme et le prolétariat international.

L'expérience passée en Espagne en particulier, ne laisse aucun doute que les staliniens, s'ils ont à faire face à des soulèvements de masses sur le continent européen, seront prêts à tendre les mains aux impérialistes et à entreprendre leur œuvre de bourreaux. Mais tenter une telle entreprise est une chose ; la mener à bien en est une autre. Il y a une grande différence entre les conditions de la révolution espagnole et celles de la révolution européenne qui vient. Une révolution avant la guerre, dans un coin de l'Europe, pouvait être isolée, étranglée et vendue au gré des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Une révolution dans un pays, sortie de cette guerre, s'étendra rapidement par dessus les frontières nationales et prendra des proportions aussi vastes que le continent. Une telle révolution ne peut être entravée par aucune bureaucratie, la bureaucratie stalinienne incluse, ni terrassée en permanence par aucune puissance impérialiste, y compris l'impérialisme anglo-américain.

Ceux qui arrivent à des conclusions défaitistes en ce qui concerne les perspectives de la victoire prolétarienne en Europe ignorent avant tout l'action révolutionnaire indépendante des masses et leur assignent un rôle purement passif, comme si la bureaucratie stalinienne et les impérialistes anglo-américains étaient deux bandes de bouchers dépeçant un animal égorgé. Le devoir des combattants révolutionnaires est de soulever les masses pour l'action Indépendante sous leur propre drapeau et non pas de spéculer, en observateurs passifs, sur les desseins de Staline et des impérialistes, et encore moins de considérer comme acquis le succès de ces desseins.

La puissance décisive en Europe, c'est le prolétariat révolutionnaire. C'est sur cette force sociale fondamentale que nous, trotskystes, incitons nos espoirs et basons notre politique à travers tous les détours et les zigzags des diplomatie stalinienne et impérialiste.

La fin du Komintern

La dissolution par Staline de l'Internationale Communiste met officiellement fin à la carrière d'une organisation ouvrière internationale qui, jadis, sous Lénine et Trotsky, était l'avant-garde du prolétariat mondial et l'espoir de tous les opprimés. L'histoire du Komintern depuis 1924 est une série d'échecs et de capitulations. Les trahisons de la bureaucratie stalinienne ont infligé les plus désastreuses défaites à la classe ouvrière mondiale.

Les étapes successives dans le processus de la dégénérescence après la mort de Lénine comprennent : la promulgation pour la première fois en 1924, de la théorie du socialisme dans un seul pays ; la bureaucratisation du Komintern et de tous ses partis : l'expulsion de l'opposition bolchevique-léniniste, d'abord dans le parti russe, ensuite internationalement ; la capitulation sans combat du Parti Communiste allemand, avec ses 600.000 membres et ses 6.000.000 d'électeurs, devant le fascisme de Hitler, en 1933 ; la trahison systématique du prolétariat mondial au profit de la politique diplomatique du Kremlin ; le meurtre des vieux bolcheviks ; l'assassinat de Trotsky ; la trahison du prolétariat pendant la seconde guerre mondiale, qui fut livré à Hitler d'abord, puis à Roosevelt et à Churchill.

La cynique répudiation par Staline de l'internationalisme et de l'organisation prolétarienne internationale rend le plus grand service idéologique au capitalisme, qui vise à garder les ouvriers divisés sur des lignes nationales, à les duper et à les asservir par des illusions et des préjugés nationalistes. La renonciation à l'internationalisme est la renonciation aux principes fondamentaux du socialisme scientifique depuis que le Manifeste Communiste de 1848 a proclamé « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », le mouvement marxiste a enseigné que l'émancipation des ouvriers ne pouvait être réalisée que par leur action commune sur une échelle internationale. La I[°], la II[°] et la III[°] Internationales ont été toutes trois organisées à l'origine pour consolider l'union de classe des travailleurs sur un plan mondial, pour la lutte contre le système capitaliste et l'avènement du socialisme.

La III[°] Internationale est née des expériences de la guerre mondiale de 1914-18. Dès le premier jour de sa création, elle enseigna la nécessité de la solidarité internationale et combattit toutes les variétés de particularisme national. Maintenant, un quart de siècle plus tard, quand la banqueroute du capitalisme et de son système d'États nationaux sont parvenus à la phase finale de leur développement, Staline et sa bande de traîtres affirment aux ouvriers qu'il n'y a pas besoin de coopération ni d'organisation Internationale.

L'enterrement formel du Komintern, 10 ans après qu'il eut cessé d'exister comme force révolutionnaire, ne signifie pas que les staliniens cesseront d'intervenir dans le mouvement ouvrier mondial. Les staliniens conservent encore leurs organisations, leur appareil du Guépéou et ses ramifications et restent comme toujours les agents cyniques de la politique étrangère du Kremlin. Les événements d'Italie ont montré la capacité des staliniens à faire dévier la lutte des ouvriers, démoralisant et trahissant la classe ouvrière. La lutte contre la politique fausse des serviteurs dégénérés du Kremlin reste une des tâches les plus importantes de l'avant-garde révolutionnaire, en Europe et dans le reste du monde.

Le triomphe de la IV[°] Internationale

La III[°] Internationale, qui a été enterrée par Staline dans la honte et la disgrâce, nous a laissé néanmoins les plus grands trésors pour l'avenir. Ses fondateurs, Lénine et Trotsky, nous appartiennent. Leurs enseignements, leur exemple, leurs traditions sont à nous.

L'histoire de la longue lutte intérieure de Trotsky, de ses camarades et de ses disciples depuis 1923 constitue la littérature de base avec laquelle la nouvelle génération qui est destinée à diriger la révolution sera entraînée et éduquée.

Les quatre premiers congrès du Komintern ont produit des documents qui forment le programme fondamental de la IV^o Internationale. C'est de la III^o Internationale, longtemps avant qu'elle ne fut morte et enterrée, que sortirent les cadres initiateurs de la IV^o Internationale. La IV^o Internationale est la contribution maîtresse de Trotsky à la lutte libératrice de la classe ouvrière mondiale. La IV^o Internationale repose sur la base de granit du marxisme intégral, dépourvu de falsifications. Trotsky incorpora dans son programme toutes les grandes leçons de la période post-léniniste et munit l'avant-garde révolutionnaire des armes idéologiques indispensables pour la lutte pour le pouvoir.

La IV^o Internationale, seule, continue les traditions progressives des deux premières Internationales et l'œuvre du Komintern dans ses premières années. L'épreuve critique de la guerre a détruit tous les autres groupements internationaux, excepte la IV^o Internationale. Rien ni personne ne peut dissoudre cette Internationale, héritière de l'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky. Aujourd'hui, les partis de la IV^o Internationale sont petits, mais ils existent dans tous les pays importants. Ils sont liés ensemble par des principes et un but communs. Leurs idées sont correctes, leur programme représente une nécessité historique, leur victoire est assurée.

Sous le drapeau de la IV^o Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste, les ouvriers et les peuples coloniaux vont se libérer du capitalisme, du fascisme et de la guerre et créer la société socialiste de la paix, de la liberté et de l'abondance pour l'humanité entière.